

- Information du public - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/12/2014 article : 9.3.1.4
- Plan de masse - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/12/2014 article : 1.6.1
- Entretien et surveillance des réseaux - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/12/2014 article : 3.2.3
- Porter à connaissance - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/12/2014 article : 1.4.1

Unité départementale du Rhône
63 avenue Roger Salengro
69100 VILLEURBANNE

VILLEURBANNE, le 23/11/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/08/2022

Contexte et constats

Publié sur



SCORI

Chemin des Vorges
69700 GIVORS

Références : UD-R-22-SSDAS-286-ACA
Code AIOT : 0006103613

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/08/2022 dans l'établissement SCORI implanté Chemin des Vorges 69700 GIVORS. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite se déroule dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCORI
- Chemin des Vorges 69700 GIVORS
- Code AIOT : 0006103613
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- Icd : Oui

La société SCORI exploitant sur la commune de GIVORS depuis 1996 un centre de transit, regroupement et prétraitement de déchets dangereux et non dangereux situé sur la commune de GIVORS dans le département du Rhône (69). La plate-forme, d'une superficie de 2,05 hectares est implantée sur des terrains à vocation industrielle de l'Ile de Bans, à la limite sud-est de la commune, entre le Rhône et la route départementale 86 reliant Lyon à Valence.

Au titre des ICPE, elle est autorisée à exploiter par arrêté préfectoral en date du 31 octobre 2014 modifié par les arrêtés préfectoraux complémentaires des 1er janvier 1999 (changement

d'exploitant) et 17 décembre 2014 (actualisation des prescriptions applicables).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- les installations électriques
- le risque foudre
- les eaux souterraines
- le suivi des substances
- et la traçabilité des déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Inspection du 06/02/2019 : constat n°2	Arrêté Préfectoral du 17/12/2014, article 6.4.1	/	Sans objet
3	Inspection du 19/02/2020 : constat n°5	Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article Article 1	/	Sans objet
4	Inspection du 28/01/2021 : constat n°6	Arrêté Préfectoral du 06/10/2020, article 2.1	/	Sans objet
5	Inspection du 28/01/2021 : constat n°7	Arrêté Préfectoral du 06/10/2020, article 2.2	/	Sans objet
7	Analyse Risque foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18	/	Sans objet
8	Étude technique du risque foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19	/	Sans objet
9	Risque foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	/	Sans objet
10	Contrôle et maintenance installations électriques	Arrêté Préfectoral du 17/12/2014, article 6.1.3.2	/	Sans objet
12	Perte d'alimentation électrique	Arrêté Préfectoral du 17/12/2014, article 6.5.3	/	Sans objet
13	Consignes d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 17/12/2014, article 6.5.5	/	Sans objet
14	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 17/12/2014, article 3.4	/	Sans objet
15	Suivi des substances dangereuses	Arrêté Préfectoral du 17/12/2014, article 7.2	/	Sans objet
16	Traçabilité des déchets	Arrêté Préfectoral du 17/12/2014, article 7.3.1.5	/	Sans objet
17	Rapport annuel	Arrêté Préfectoral du 17/12/2014, article 9.3.1.3	/	Sans objet
18	Information du public	Arrêté Préfectoral du 17/12/2014, article 9.3.1.4	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
19	Plan de masse	Arrêté Préfectoral du 17/12/2014, article 1.6.1	/	Sans objet
20	Entretien et surveillance des réseaux	Arrêté Préfectoral du 17/12/2014, article 3.2.3	/	Sans objet
22	Porter à connaissance	Arrêté Préfectoral du 17/12/2014, article 1.4.1	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Inspection du 06/02/2019 : constat n°3	Arrêté Préfectoral du 17/12/2014, article Annexe 3	/	Sans objet
6	Inspection du 28/01/2021 : constat n°9	Arrêté Préfectoral du 06/10/2020, article 2.4	/	Sans objet
11	Contrôle et maintenance installations électriques	Arrêté Préfectoral du 17/12/2014, article 6.1.3.3	/	Sans objet
21	Dispositions IED	Arrêté Préfectoral du 17/12/2014, article 1.6.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette visite a permis de relever des points faisant l'objet d'observations ou de non-conformités. L'exploitant devra fournir selon les délais mentionnés dans le présent rapport, les éléments permettant de justifier de la mise en œuvre des actions correctives nécessaires pour les lever.

L'inspection des installations classées tient à souligner que certains des points contrôlés ont déjà fait l'objet de demandes lors de l'inspection du 28 janvier 2021. En cas de non-conformités persistantes de ces prescriptions, l'inspection des installations classées sera amenée à proposer des sanctions administratives à monsieur le préfet du Rhône.

2-4) Fiches de constats

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/12/2014, article 6.4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Volume bassin de rétention des eaux d'extinction d'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Constat N°2 : L'exploitant justifiera via l'application des référentiels D9 et D9A le volume minimal devant rester libre dans le bassin de rétention pour recueillir les eaux d'extinction incendie et les moyens mis en œuvre afin d'en garantir la disponibilité.</p> <p>Constats : L'exploitant a indiqué avoir étudié à nouveau les calculs du D9 et D9A. Les résultats ont été présentés aux pompiers de Givors. Ces derniers n'ont pas fait consensus auprès des services d'incendie et de secours, notamment sur le débit nécessaire retenu concernant le sans toutefois faire l'objet d'un refus.</p> <p>L'exploitant a indiqué par ailleurs que le volume total du bassin de rétention des eaux susceptibles d'être polluées avait été recalculé par un expert. Ce volume est de 950 m³. Il ressort du calcul du D9A un volume nécessaire de rétention de 565 m³ (il avait été évalué à 650 m³).</p> <p>La procédure de gestion des eaux pluviales PGIV.MO.128 est obsolète et a été refondée. L'exploitant a transmis la procédure PGIV.MO.143 version n°7 du 04/05/2021. Cette procédure n'a pas été mise à jour suite au nouvel arrêté de déversement du Grand Lyon du 29/03/2022. Elle précise que le volume d'eau maximal à ne pas dépasser est de 300 m³ permettant de garder un volume suffisant pour les eaux d'extinction incendie. A la page 4 de cette procédure, il est indiqué que « Lorsque le niveau des eaux collectées est conséquent, déclenchement d'une lumière clignotante, le responsable exploitation fait prélever deux échantillons qui sont transmis au laboratoire ».</p> <p>Demande n°1 : l'exploitant justifie sous un mois de la mise à disposition du volume nécessaire à la rétention des eaux d'extinction incendie en prenant en compte les derniers calculs du D9 et D9A, le volume du bassin de rétention mesuré par un géomètre, et établit en conséquence la procédure de gestion des eaux. L'exploitant justifie que l'élément de sécurité que constitue l'alarme visuelle fait l'objet d'un suivi (test de bon fonctionnement, maintenance) et transmet à l'inspection des installations classées le dernier contrôle réalisé.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Inspection du 06/02/2019 : constat n°3

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/12/2014, article Annexe 3
Thème(s) : Risques chroniques, Analyses des rejets aqueux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Constat n°3 : L'exploitant met en place une organisation permettant, au moins une fois par an, que les analyses pratiquées soient doublées de prélèvements et analyses effectuées par un laboratoire agréé. Elles doivent donc être réalisées le même jour. Les résultats de ces mesures seront transmis à l'Inspection des installations classées.
Constats : Le laboratoire agréé procède désormais à l'analyse des eaux du bassin de rétention des eaux susceptibles d'être polluées le même jour que le laboratoire de Scori/Suez IWS. Ce point sera ajouté à la procédure PGIV.MO.143. L'exploitant a transmis les analyses réalisées par le laboratoire CARSO le 16/07/2021, les concentrations de l'ensemble des paramètres respectent les valeurs limites d'émissions prescrites dans l'arrêté préfectoral. Les analyses réalisées le même jour par l'exploitant fournissent des concentrations cohérentes avec celles du laboratoires (certaines valeurs sont toutefois majorantes).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Inspection du 19/02/2020 : constat n°5

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article Article 1
Thème(s) : Risques accidentels, EDD
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Constat n°5 : L'exploitant informera l'Inspection des installations classées de l'échéance à laquelle il estime pouvoir rassembler les éléments existants dans différents documents dans une étude de dangers autoportante.
Constats : L'exploitant s'était engagé sur une remise de l'étude de dangers autoportante pour octobre 2021. Ce délai n'a pas été tenu. L'exploitant a précisé reprendre son étude de dangers de zéro avec l'aide du bureau d'études AMARISK et s'en engagé à la transmettre avant octobre 2022. Demande n°2 : à la date de signature du rapport, l'exploitant n'a toujours pas transmis l'étude de dangers. Cette étude doit être remise à l'Inspection avant le 31/12/2022.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Inspection du 28/01/2021 : constat n°6

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/10/2020, article 2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Radioactivité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Constat n°6 : L'exploitant précisera les moyens de contrôle mis en œuvre et mettra à jour le mode opératoire afin de respecter la prescription 2.1 de l'arrêté préfectoral du 6 octobre 2020 et notamment la limitation à 290 tonnes et sur une période de 6 mois.
Constats : Le chantier de traitement des déchets radioactifs s'est bien tenu sur 6 mois. Une à deux semaines supplémentaires ont été nécessaires pour démanteler les installations de traitement sur site. Demande n°3 : sous un mois, l'exploitant justifie (extrait du registre des déchets entrants à l'appui) du respect des 290 tonnes traités dans le cadre de ce chantier.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Inspection du 28/01/2021 : constat n°7

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/10/2020, article 2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Radioactivité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Constat n°7 : 1 / L'exploitant met en place une traçabilité des contrôles journaliers réalisés afin de s'assurer de l'efficacité des filtres (perte de charge des filtres, radioactivité) conformément à la consigne modifiée transmise le 3 février 2021, suite à l'inspection, et transmet les résultats relatifs au mois de février à l'inspection des installations classées ; 2 / L'inspection des installations classées demande que le contrôle annuel des émissions à la cheminée soit réalisé pendant une période de vacation pour le chantier « Suez Italia » au plus tard mi-mars.
Constats : Le personnel a été équipé de dosimètres actifs. Il n'y a pas eu de détection de radioactivité durant les 6 mois de chantier. Demande n°4 : l'exploitant transmet sous un mois le registre des contrôles journaliers réalisés durant le chantier ainsi que le contrôle annuel des émissions à la cheminée.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Inspection du 28/01/2021 : constat n°9

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/10/2020, article 2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Radioactivité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Constat n°9 : L'exploitant veillera à récupérer les bordereaux de suivi des déchets remplis après expédition de ces derniers.
Constats : L'exploitant a indiqué que l'ensemble des BSD ont été correctement remplis et sont tenus à disposition de l'Inspection. Il y a eu 2 camions par semaine entrants sur 4 à 5 mois pleins.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Analyse Risque foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18
Thème(s) : Risques accidentels, Risque Foudre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée. L'analyse des risques foudre est basée sur une évaluation des risques et a pour objet d'évaluer le risque lié à l'impact de la foudre. Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations. La réalisation de l'analyse conformément à la norme NF EN 62305-2 dans sa version en vigueur à la date de réalisation, permet de répondre à ces exigences. Pour les analyses réalisées avant le 1er septembre 2022, la réalisation conformément à la norme NF EN 62305-2, version de novembre 2006 permet également de répondre à ces exigences. Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF. Conformément aux dispositions de l'article 37, cette analyse prend également en compte, le cas échéant, l'unité de production photovoltaïque.
Constats : Une analyse du risque foudre a été réalisée en 2015 par BCM foudre en prenant en compte l'intégralité du site, notamment l'atelier des pâteux qui a fait l'objet de modifications en 2014. Demande n°5 : l'exploitant transmet sous un mois l'analyse du risque foudre réalisée en 2015 afin notamment, de s'assurer qu'elle ait été réalisée conformément à la norme NF EN 62305-2 version 2006.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Étude technique du risque foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19
Thème(s) : Risques accidentels, Risque Foudre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : En fonction des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance. Une notice de vérification et de maintenance est rédigée lors de l'étude technique puis complétée, si besoin, après la réalisation des dispositifs de protection. Un carnet de bord est tenu par l'exploitant. Les chapitres qui y figurent sont rédigés lors de l'étude technique. Les systèmes de protection contre la foudre prévus dans l'étude technique sont conformes aux normes françaises ou à toute norme équivalente en vigueur dans un Etat membre de l'Union européenne. Constats : Une étude technique a également été réalisée en 2015 par BCM foudre en prenant en compte l'intégralité du site, notamment l'atelier des pâteux qui a fait l'objet de modifications en 2014. Elle comprend une notice de vérification et de maintenance. L'exploitant ne tient pas de carnet de bord. Ce document, défini lors de l'étude technique, est destiné, sous la responsabilité de l'exploitant, à permettre la traçabilité des événements survenus sur l'installation de protection contre la foudre (impact de foudre, vérification de l'installation de protection, opération de maintenance, modification, ...). Le logiciel de GMAO utilisé par l'exploitant permet de tracer les travaux à réaliser suite aux non-conformités relevées lors des contrôles périodiques. Demande n°6 : l'exploitant transmet sous un mois l'étude technique réalisée en 2015. Demande n°7 : l'exploitant met en place sous 2 mois un carnet de bord comportant l'ensemble des éléments requis qu'il tient à jour.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Risque foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Risque Foudre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation. Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance. Les vérifications ont notamment pour objet de s'assurer que le système de protection contre la foudre est conforme aux exigences de l'étude technique et que tous les composants du système de protection contre la foudre sont en bon état et capables d'assurer les fonctions pour lesquelles ils ont été conçus. La réalisation des vérifications conformément aux normes NF EN 62305-3, NF EN 62305-4 ou NF C 17-102 permet de répondre à ces exigences. Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois après un impact de foudre, par un organisme compétent. Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois après la vérification.
Constats : L'exploitant indique procéder à une vérification complète tous les deux ans en alternance avec une vérification visuelle. Ces vérifications sont réalisées par un organisme extérieur qualifié. L'exploitant a transmis le rapport de vérification complète réalisée le 4 août 2020 par la société RG Consultant. Ce rapport fait état de 4 réserves. L'exploitant a indiqué avoir procédé aux travaux afin de se mettre en conformité et avoir réaliser un rapport de vérification initiale après travaux le 19 octobre 2021. Le rapport de ce contrôle, révisé en mai 2022, signale une réserve : l'étude technique impose l'installation d'un parafoudre de type 1 au niveau du poste transformateur dans le bâtiment broyeur. L'Inspection rappelle que « Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois après la vérification. ». L'exploitant indique qu'une vérification visuelle est prévue le 19/10/2022. Enfin, l'exploitant a précisé qu'il n'y avait pas eu d'impact de foudre depuis 2014 celui-ci ayant atteint un bâtiment à l'ouest du site voisin Suez IWS Chemicals. Par ailleurs, les agressions de la foudre sont enregistrées sur le site et le responsable technique peut aisément contrôler le compteur à l'aide d'une télécommande depuis les locaux. Demande n°8 : l'exploitant justifie sous un mois de l'installation d'un parafoudre de type 1 au niveau du poste transformateur dans le bâtiment broyeur.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Contrôle et maintenance installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/12/2014, article 6.1.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Matériel électrique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le matériel électrique est conforme aux règles en vigueur. Les matériels et les canalisations électriques devront être maintenues en bon état. Le matériel électrique devra en permanence rester conforme en tout point et à ses spécifications techniques d'origine. Un contrôle sera effectué au minimum une fois par an par un organisme agréé qui devra très explicitement mentionner les déficiences relevées dans son rapport de contrôle. Il devra être remédié à toute déficience relevée dans les délais les plus brefs.
Constats : L'exploitant réalise annuellement les contrôles Q18 (vérification des installations électriques destinée à prévenir les risques d'incendie ou d'explosion) et Q19 (vérification des installations électriques par thermographie infrarouge). Le Q18 et le Q19 ont été réalisés le 09/02/2022 et le 11/02/2022 par la société Bureau Veritas. Les rapports ne contiennent pas d'observation sur les installations contrôlées. L'atelier des pâtes qui a fait l'objet de modifications en 2014 n'a jamais été contrôlé. Une visite initiale doit être réalisée. L'exploitant précise par ailleurs que les blocs autonomes d'éclairage de sécurité (BAES) sont vérifiés tous les six mois lors d'un contrôle séparé. Demande n°9 : sous deux mois, une visite initiale de l'ensemble des installations électriques est réalisée pour l'atelier des pâtes. Le rapport est transmis à l'Inspection dans le mois qui suit sa réception. Demande n°10 : l'exploitant transmet sous un mois les 2 derniers rapports de vérification Q18 et Q19.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Contrôle et maintenance installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/12/2014, article 6.1.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Électricité statique et courants de circulation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Toutes les parties susceptibles d'emmagasiner des charges électriques (éléments de construction, appareillages, conduits, supports) seront reliées à une prise de terre, conformément aux normes en vigueur, soit directement, soit par le biais de liaisons équipotentielles. Un contrôle identique à celui prévu au point ci-dessus sur le matériel électrique sera effectué sur les liaisons avec la terre.
Constats : L'exploitant indique à l'Inspection que le contrôle des installations de mise à la terre est réalisé dans le cadre du contrôle des installations électriques.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Perte d'alimentation électrique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/12/2014, article 6.5.3
Thème(s) : Risques accidentels, Utilités
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant prendra les dispositions nécessaires pour assurer en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui concourent à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.
Constats : L'exploitant explique que les équipements de sécurité (automates de sécurité, détection incendie, extinction automatique...) nécessitant de fonctionner lors d'une coupure de courant sont maintenus en service grâce à des batteries et onduleurs. Demande n°11 : l'exploitant fournit sous deux mois la liste complète des équipements importants pour la sécurité qui doivent être maintenus en service ou mis en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation électrique principale. L'exploitant précise le type d'alimentation des équipements de secours et justifie de l'indépendance électrique de ses équipements importants pour la sécurité.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Consignes d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/12/2014, article 6.5.5
Thème(s) : Risques accidentels, Procédures de mise en sécurité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes indiquent notamment : (...) les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) (...)
Constats : L'exploitant ne dispose pas de consignes relatives aux procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité. L'exploitant précise par ailleurs qu'il n'y a pas eu d'exercice en lien avec ces procédures. Demande n°12 : sous trois mois, l'exploitant transmet à l'Inspection les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation. Ces procédures préciseront dans quelles circonstances les arrêts électriques doivent être réalisés, par qui et comment. Il apparaît opportun de tester les réflexes du personnel sur ce sujet.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/12/2014, article 3.4
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La qualité des eaux souterraines susceptibles d'être polluées par l'établissement fera l'objet d'une surveillance, notamment en vue de détecter des pollutions accidentelles. À cette fin, 2 piézomètres seront mis en place, dont 1 en amont hydraulique et 1 en aval de l'établissement.

Dans ces piézomètres, des mesures de niveau d'eau, des prélèvements et analyses de ces eaux seront effectués au minimum deux fois par an.

Les caractéristiques de ces piézomètres et les modalités pratiques de cette surveillance seront définies dans une consigne soumise à l'approbation de l'inspection des installations classées.

Toute anomalie devra être signalée à l'inspection dans les meilleurs délais.

En cas de pollution des eaux souterraines par l'exploitant, toutes dispositions devront être prises pour faire cesser le trouble constaté.

Constats : L'exploitant a transmis les trois dernières analyses des eaux souterraines des 2 piézomètres sur son site (un amont, un aval) : 16/07/2021, 30/12/2021, 30/06/2022.

Le piézomètre dit amont est situé à proximité du poste de garde (PZ2) au sud du site et le piézomètre dit aval au niveau du bassin de rétention des eaux (PZ1) au nord du site.

L'exploitant a précisé qu'un 3ème piézomètre était commun avec Suez IWS Chemicals.

Après consultation de la banque du sol-sol du BRGM, l'Inspection a constaté que certains piézomètres n'étaient pas enregistrés.

Le rapport de base du 14/11/2019 réalisé par Burgeap, indique un sens d'écoulement de la nappe du nord-nord ouest vers le sud-sud-est. Tandis que le rapport de base du site voisin Suez IWS Chemicals (14/11/2019, Burgeap) indique un sens d'écoulement vers le nord / nord est.

Le rapport de base explique que le sens d'écoulement de la nappe déterminé le jour des mesures n'est pas cohérent avec le sens d'écoulement théorique ce qui peut s'expliquer par la présence d'anciennes lônes et de roches au droit du site.

L'exploitant a également transmis son tableau de suivi des eaux souterraines de 2002 à 2022 concernant les 2 piézomètres situés sur son site. Ces éléments appellent les commentaires suivants concernant le piézomètre PZ1 (bassin) :

- une concentration de 1620 µg/l en arsenic a été relevée lors du prélèvement du 30/12/2021 et de 596 µg/l le 30/06/2022 (en moyenne sur 20 ans, la concentration pour ce paramètre est de 96 µg/l)
- une concentration de 17200 µg/l en fer a été relevée lors du prélèvement du 30/12/2021 et de 13730 µg/l le 30/06/2022 (en moyenne sur 20 ans, la concentration pour ce paramètre est de 4435 µg/l)
- une concentration en manganèse plus importante que la moyenne sur les 7 dernières mesures.

Par ailleurs, l'examen du rapport de base met en évidence la nécessité de suivre d'autres polluants dans les eaux souterraines : molybdène et somme des COHV. Un arrêté préfectoral complémentaire sera proposé par la suite.

Demande n°13 : sous un mois, l'exploitant précise l'emplacement des PZ1 et PZ2 qui sont utilisés pour les analyses des eaux souterraines comparativement au plan comportant la localisation des ouvrages à la page 45 du rapport de base de 2019.

Demande n°14 : l'exploitant doit procéder sous trois mois à une nouvelle étude sur les eaux souterraines au droit de son site afin de confirmer ou non le sens d'écoulement de la nappe mesuré le 4 septembre 2019 par Burgeap. Selon les résultats de cette étude, un ou plusieurs piézomètres seront installés, sous 6 mois, afin de pouvoir mesurer effectivement l'impact de l'exploitation du site sur la qualité des eaux souterraines (en fonction des hautes eaux / basses eaux et/ou des variations du sens d'écoulement de la nappe).

Demande n°15 : sous un mois, l'exploitant fournit des explications concernant les concentrations élevées d'arsenic, de fer et de manganèse relevées au niveau du PZ1 (bassin). L'Inspection rappelle que les anomalies doivent être signalées à l'inspection des installations classées.

L'exploitant explique par ailleurs pourquoi certains paramètres sont mesurés mais ne sont pas indiqués dans le tableau de suivi (nitrates, nitrites, vanadium, cadmium) et pourquoi d'autres paramètres sont notés dans le tableau de suivi mais pas mesurés (chlorures, sulfates, sodium,

titane).

Demande n°16 : sous un mois l'exploitant procède à l'enregistrement des ses ouvrages auprès du BRGM.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : Suivi des substances dangereuses

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/12/2014, article 7.2
Thème(s) : Risques accidentels, Suivi des substances dangereuses
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Solvants halogénés Les seuils des capacités à prendre en compte sont ceux des rubriques 1173 et 1131. L'exploitant met en place des mesures de suivi des substances qui lui permettent d'assurer que les seuils Seveso pour les dangers suivants ne sont pas dépassés : toxique pour la santé humaine : la somme des concentrations des substances T+ dans le déchet n'excède pas 1 % ; la somme des concentrations des substances T dans le déchet n'excède pas 10 % .</p> <p>Les facteurs M qui peuvent être utilisés sont en annexe 6 du présent arrêté.</p> <p>Eaux souillées, déchets d'hydrocarbures, solvants non halogénés et déchets pâteux organiques L'exploitant met en place des mesures de suivi des substances qui lui permettent d'assurer que les seuils Seveso pour les dangers suivants ne sont pas dépassés : toxique pour la santé humaine : la somme des concentrations des substances T+ dans le déchet n'excède pas 1 % ; la somme des concentrations des substances T dans le déchet n'excède pas 10 % ;</p> <p>Les facteurs M qui peuvent être utilisés sont en annexe 6 du présent arrêté.</p> <p>Substances à tracer en fonction de la famille déchet dans les installations soumises aux rubriques 2717/2770/2790 Les substances à suivre spécifiquement sont en annexe 6 du présent arrêté.</p> <p>Les analyses peuvent être réalisées en interne. Il n'est pas nécessaire que le laboratoire soit accrédité COFRAC pour les paramètres en question.</p> <p>Constats : L'exploitant procède à des analyses à l'arrivée des déchets afin de valider leur destination sur site ainsi qu'à leur sortie.</p> <p>L'exploitant a expliqué ne pas réaliser d'analyses des substances toxiques et très toxiques dans ses déchets mélangés afin de s'assurer de ne pas dépasser les concentrations maximales imposées à l'article 7.2 de l'arrêté préfectoral. Le laboratoire interne utilisé (celui de Suez IWS Chemicals) n'est pas en mesure de procéder à ces analyses.</p> <p>L'exploitant effectue un contrôle de ces substances sur les fiches d'identification du déchet (FID). En 2022, 2 % de FID comportaient les mentions de dangers H300, H301, H311, H331. Il n'y a pas d'autres mentions de dangers identifiées. Par ailleurs, l'exploitant réalise annuellement un screening selon le protocole Ineris de caractérisation de la dangerosité des déchets sur un échantillon de ses déchets.</p> <p>Demande n°17 : l'arrêté préfectoral du 17 décembre 2014 impose à l'exploitant de réaliser un suivi particulier de substances identifiées comme pénalisantes pour le classement Seveso et de suivre spécifiquement certaines substances en fonction de la famille de déchets (annexe 6). L'Inspection considère que l'exploitant a mis en place un moyen d'identifier les substances comptabilisées pour le classement Seveso, en revanche il ne s'assure pas de ne pas dépasser les concentrations maximales pour ces substances. Sous trois mois l'exploitant justifie du moyen utilisé afin de ne pas dépasser les seuils Seveso à chaque lot reçu.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 16 : Traçabilité des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/12/2014, article 7.3.1.5
Thème(s) : Autre, Traçabilité des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Au moment de l'acceptation des déchets, l'exploitant informera le producteur des procédés de pré-traitement dont il dispose et de la filière d'élimination qu'il donne à ses déchets.</p> <p>Pour chaque lot enlevé, l'exploitant informera l'éliminateur des caractéristiques des produits pré-traités.</p> <p>L'exploitant établira et adressera à l'inspection des installations classées, dans le mois suivant la fin de chaque trimestre calendaire, deux états récapitulatifs : l'un rassemblant toutes les informations relatives à la production de déchets (registre des sorties) ; l'autre rassemblant toutes les informations relatives à l'élimination de déchets (registre des entrées).</p> <p>Constats : ME2022-11-17T00:00:00Hecate est aussi utilisé par Suez ? Toutes les entrées et sorties de déchets sont enregistrées dans le logiciel de suivi Hecate. 30 % des déchets réceptionnés transitent sur le site sans action spécifique de la part de Scori, ils sont réexpédiés avec l'annexe 2 du formulaire Cerfa 12571*01. Pour 70 % des déchets entrants une rupture de traçabilité s'opère, notamment pour les déchets en vrac.</p> <p>Le producteur des déchets est informé du mode de traitement qui sera effectué au travers du certificat d'acceptation préalable mais pas de la filière d'élimination. L'exploitant n'informe pas l'éliminateur des caractéristiques précises des produits pré-traités pour chaque lot envoyé, il est informé des caractéristiques moyennes et des analyses réalisées. De plus, Scori reçoit des alertes lorsque les paramètres analysés dépassent les valeurs limites d'émission pour l'exutoire habituel, il est alors demandé une dérogation pour l'acceptation des déchets ou Scori sollicite un autre exutoire.</p> <p>L'exploitant n'a jamais adressé trimestriellement d'états récapitulatifs rassemblant : - toutes les informations relatives à la production de déchets (registre des sorties) - toutes les informations relatives à l'élimination des déchets (registre des entrées)</p> <p>Demande n°18 : l'exploitant justifie sous trois mois du respect de l'intégralité de la prescription 7.3.1.5.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/12/2014, article 9.3.1.3
Thème(s) : Autre, Rapport annuel d'activité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Une fois par an, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées un rapport d'activité comportant une synthèse des informations prévues dans le présent arrêté ainsi que, plus généralement, tout élément d'information pertinent sur l'exploitation des installations dans l'année écoulée.</p> <p>Constats : L'exploitant a transmis le rapport annuel d'activité de l'année 2021. L'exploitant a indiqué que le même document était produit pour l'information du public. Le document d'information du public doit comprendre les éléments indiqués à l'article R.125-2, par conséquent l'étude d'impact doit être ajoutée.</p> <p>En 2021, 16 943 tonnes de déchets ont été réceptionnées et 17 347 tonnes expédiées.</p> <p>Dans le rapport d'activité de 2021, l'exploitant précise les déchets qu'il a refusé sur son site ainsi que les déchets qui ont été refusé par l'éliminateur final.</p> <p>L'inspection des installations classées a reçu 3 fiches de non conformités en 2021 qui ne sont pas mentionnées dans le rapport d'activité :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pour des déchets réceptionnés sur le site Lafarge Ciments au Teil (07) : camion refusé le 08/04/2021, camion refusé le 04/05/2021 - pour des déchets réceptionnés sur le site Vicat à Montalieu (38) : BSD n° SSPE-EPGI21121422 <p>L'exploitant a indiqué en séance ne pas avoir eu connaissance de ces expéditions refusées.</p> <p>Les résultats d'autosurveillance des rejets aqueux et gazeux sont conformes aux valeurs limites d'émission prescrites dans l'arrêté préfectoral du site.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant a indiqué qu'il y avait eu des CSS par le passé mais qu'elles ne se tenaient plus maintenant.</p> <p>Demande n°19 : pour l'année 2022, l'exploitant mettra à jour le rapport d'activité et le document d'information du public avec l'ensemble des éléments attendus. L'Inspection rappelle que ces documents doivent être transmis avant le 1er avril au préfet (via la DDPP, guichet unique ICPE) et au maire de Givors. Par ailleurs, l'exploitant explique sous un mois, la différence de tonnage entre les déchets entrants et sortants.</p> <p>Demande n°20 : l'exploitant met en place un suivi plus rigoureux des déchets expédiés refusés, sous un mois, il précise à l'Inspection les modalités de suivi mises en place.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 18 : Information du public

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/12/2014, article 9.3.1.4
Thème(s) : Autre, Document d'information du public
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Conformément au décret n° 93-1410 du 29 décembre 1993 susvisé, l'exploitant adresse chaque année au préfet du département et au maire de la commune d'implantation de son installation un dossier comprenant les documents précisés à l'article 2 du décret précité.
Constats : Cf. point précédent
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 19 : Plan de masse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/12/2014, article 1.6.1
Thème(s) : Autre, Plan de masse
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants : (...) les plans tenus à jour ; (...)
Constats : Le plan de masse fourni par l'exploitant lors d'échanges avec l'Inspection n'est pas assez lisible et ne comporte pas l'information de l'ensemble des déchets entreposés (sous l'auvent notamment). Demande n°22 : l'exploitant transmet sous trois mois un plan révisé de son site.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 20 : Entretien et surveillance des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/12/2014, article 3.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Inspection télévisée du réseau d'eaux pluviales
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le réseau de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter. L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité. Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur. Les canalisations de transport de substances et préparations dangereuses à l'intérieur de l'établissement sont aériennes.
Constats : L'exploitant a procédé à un contrôle télévisé de ses réseaux d'eaux pluviales par la société Wincan le 9 octobre 2019. Le rapport relève quelques défauts ou constats pour lesquelles les mesures de réfections peuvent être planifiées à long terme. Par ailleurs, l'exploitant a précisé que mi octobre des travaux étaient prévus au niveau des regard ainsi qu'un curage du bassin de rétention et un contrôle de son étanchéité. Demande n°23 : l'exploitant précise sous un mois les échéances envisagées pour les travaux sur les canalisations d'eaux pluviales. L'exploitant transmet dans le mois qui suit la réception des rapports, le bon de travaux et de contrôle de l'étanchéité réalisés mi octobre.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 21 : Dispositions IED

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/12/2014, article 1.6.2
Thème(s) : Risques chroniques, Rapport de base et dossier de réexamen
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : En vue du réexamen des MTD, l'exploitant adresse au préfet les informations nécessaires, mentionnées à l'article L. 515-29, sous la forme d'un dossier de réexamen dans les douze mois qui suivent la date de publication des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles. Le dossier de réexamen comporte l'ensemble des éléments visé à l'article R.515-73 du Code de l'environnement.
Constats : L'inspection a également porté sur le dossier de réexamen (Bref WT) et le rapport de base transmis par l'exploitant le 13 août 2019. L'instruction du dossier de réexamen donne lieu à l'ajout de prescriptions relatives aux eaux souterraines et aux rejets aqueux (VLE et fréquence de surveillance) ainsi que sur la fréquence de surveillance des COV. Ces points feront l'objet d'un nouvel arrêté préfectoral complémentaire.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/12/2014, article 1.4.1
Thème(s) : Autre, Modification de prescriptions
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.
Constats : Lors de la visite d'inspection, l'Inspection s'est interrogée sur la prescription suivante : « Un déchet présentant un caractère d'instabilité face à l'élévation de température devra être stocké dans un local prévu à cet effet ». L'exploitant a indiqué que ce type de déchets est interdit sur le site. Demande n°24 : l'exploitant transmet sous deux mois à monsieur le préfet du Rhône une demande argumentée de modification de prescriptions concernant le stockage des déchets sensible à l'élévation de température.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet